

« L'émergence d'un mouvement en faveur de la désescalade est encore et toujours le résultat d'une dynamique temporelle »

Entretien avec Randall Collins

Revue *Négociations* : Randall Collins, pourquoi, jeune chercheur, avez-vous étudié la question du conflit social à la fin des années 1960 ?

Randall Collins : Pour des raisons à la fois externes et internes. Aux États-Unis, le mouvement pour les droits civiques contre la discrimination raciale et le mouvement pacifique contre la guerre au Vietnam ont mobilisé de nombreux étudiants et universitaires, y compris moi-même. D'où mon grand intérêt pour cette problématique.

Quelles sont les principales critiques que vous avez alors adressées aux « grandes » théories de la stratification – celles de Karl Marx, Max Weber, Talcott Parsons ou Ralf Dahrendorf ? Peut-on dire que vous avez proposé une « interprétation de gauche » de l'œuvre de Weber, notamment dans votre ouvrage de 1985¹ ?

À cette époque, le champ de la sociologie nord-américaine opérait un de ses réalignements périodiques. Dans les années 1930, 1940 et 1950, on peut dire que Parsons éleva sensiblement le niveau de sophistication sociologique en faisant valoir que Durkheim avait formulé la question centrale – « Qu'est-ce qui cimenter la société ? » – et en montrant que cela ne pouvait être le fait d'individus isolés mus par des intérêts purement égoïstes et matériels. Parsons combina d'ailleurs la solidarité précontractuelle de Durkheim à la sociologie des religions, aux orientations-rationalités en valeurs de Weber pour faire de la sociologie une théorie globale de la société, à tous les niveaux, de la socialisation de l'individu – que Parsons, dans les années 1950, explique comme l'effet d'une socialisation du surmoi freudien – jusqu'aux trajectoires de l'histoire globale des sociétés. Ce fut une synthèse impressionnante. Mais d'autres sociologues ont montré les failles du système parsonien. Hans Gerth et C. Wright Mills, entre autres, ont montré que Weber a également beaucoup dit sur le conflit et sur la domination. Herbert Blumer a quant à lui protesté contre l'omission des interprétations faites par l'acteur dans la situation alors que Peter Berger et Thomas Luckmann ont pour leur part insisté sur la construction sociale de la réalité. Harold Garfinkel montra comment tout cela se passait concrètement, au moyen de nouvelles méthodes de recherche.

1. COLLINS Randall (1985), *Max Weber : A Skeleton Key*, Beverly Hill : Sage.

C'est aussi à cette époque que le marxisme est entré en sociologie nord-américaine en grande partie avec le mouvement étudiant radical ; mais il a été véhiculé par des sociologues comme Dahrendorf, qui déplaça l'analyse marxiste d'une attention très centrée sur la classe ouvrière vers la façon dont la classe moyenne et les employés de bureau pourraient également être mobilisés. Ce fut une période intellectuellement passionnante. Comme d'autres, j'en ai conclu qu'une position – qu'effectivement je qualifierai de « wébérienne de gauche » – pourrait combiner les forces de Weber et de Marx, en apportant une plus grande compréhension des organisations et des groupes culturels ou identitaires. Je pensais également que les idées de Durkheim pouvaient être mises en relation avec la microsociologie d'Erving Goffman.

En ce sens, peut-on dire que vous avez entrepris une phénoménologie du conflit dont le point de départ serait une séquence séminale – pour reprendre l'expression que vous utilisiez en 1975 – que l'on pourrait résumer ainsi : « Les conflits sociaux se construisent entre des groupes entendus comme autant de mondes subjectifs auto-construits ; certains acteurs veulent ensuite contrôler ces expériences subjectives ; enfin d'autres s'opposent à ce projet de contrôle » ?

La phénoménologie a certainement eu une influence sur moi, probablement après la lecture des ouvrages de Jean-Paul Sartre durant les années où j'étais étudiant. Mais là où Sartre pouvait dire « l'enfer, c'est les autres », mon interprétation se voulait beaucoup plus proche de celle d'un Goffman et d'un Durkheim : le « self » est en effet toujours collectivement construit. Et le conflit se situe en grande partie « entre groupes » – et plus précisément entre des groupes qui ont pris soin de construire des identités et d'attirer l'attention sur eux en tant que regroupement d'individus distincts, singuliers.

Cette première théorisation du conflit, en 1975 – ce n'est là qu'une proposition ! – ne produit-elle pas une vision statique du monde social, très proche, paradoxalement, d'un fonctionnalisme structurel, ou d'une sociologie de la stratification sociale ? De la même façon, l'analyse du conflit ne se limite-t-elle pas trop à des mondes comme la politique ou la géopolitique ? N'aviez-vous pas tenté, dès les années 1970, d'opérer quelques extensions de la théorie des conflits sociaux à d'autres dimensions du monde social, à travers des dimensions comme le genre, l'âge ou la famille ? Enfin, ne doit-on pas rechercher des conflits permanents, négatifs ou positifs mais structurants, comme par exemple dans le monde industriel, entre une classe ouvrière et les élites pour le contrôle de la culture, des valeurs, des objectifs – si l'on pense ici aux travaux sur les mouvements sociaux proposés par Alain Touraine ?

Quelles sont les sources des conflits sociaux ? À la limite, tout peut devenir objet de conflit, à partir du moment où des groupes ou des personnes décident de concentrer leur attention sur des points de vue qu'ils considèrent comme fondamentalement divergents d'autres points de vue. Cela implique précisément que ces individus se concentrent sur une question précise et que cette attention devienne le moteur central de leurs trajectoires d'action, s'opposant ainsi à

d'autres trajectoires considérées comme opposées. Il est donc plus facile de saisir un processus de conflictualisation à partir de l'examen de l'histoire d'institutions sociales. À un moment, celles-ci ne sont pas des objets de conflit, mais elles le deviennent à une autre époque.

On peut ainsi prendre l'exemple du conflit à l'intérieur du foyer familial. Au temps des ménages patrimoniaux médiévaux, il y avait peu de conflits entre maîtres et serviteurs, ou entre parents et enfants, maris et femmes, car les principaux conflits opposaient plutôt les ménages entre eux – le ménage constituant l'unité principale de l'organisation politique et économique ; à l'extérieur de la maison, un individu n'avait en effet strictement aucune chance d'exister socialement et de s'en sortir. Progressivement, l'État bureaucratique déplaça le centre de gravité politique et le ménage cessa d'être l'unité de puissance à la suite d'un processus d'inscription des trajectoires sociales des individus dans diverses institutions, telles que les institutions d'éducation, de santé, de la fonction publique, du travail, etc. Le ménage est alors devenu une arène dans laquelle les conflits pouvaient se dérouler au niveau individuel puisqu'il ne constituait plus l'unité de base de l'organisation politique.

L'idée est que les centres d'attention qui mobilisent une action réfléchie d'individus rendent les conflits possibles. De la même façon, on peut dire que des foyers traditionnels de conflit ont disparu – la plupart des personnes dans le monde bureaucratique moderne ne pourrait pas s'engager dans un conflit tribal, même s'ils le voulaient ! – tandis que de nouvelles sources de conflits sont en cours de développement en raison de nouveaux moyens de mobilisation. Par exemple : les conflits entre différents groupes de sports amateurs ou de fans de musique. L'avenir inventera sans doute des formes de conflit que nous n'imaginons pas encore...

Mais n'y a-t-il pas un danger à considérer, comme vous le faites dans vos écrits sur la géopolitique et le conflit armé, les dynamiques conflictuelles en termes de « gagnants-perdants » ou de « gagnants-gagnants »² ? Cette perspective ne verrouille-t-elle pas la théorie du conflit pour la cantonner à une simple étude, alors trop limitée, de la gestion de crise ou de la consolidation de la paix ? En outre, n'y a-t-il pas danger à ne parler des conflits qu'au prisme de stratégies entre groupes armés ou entre groupes militaires ?

Je suis d'accord avec vous. De nombreux conflits orientant des trajectoires d'action ne connaissent pas à proprement parler de gagnants et de perdants, soit parce que le conflit se situe dans une impasse, soit parce que le conflit perd de son intensité et avorte. Et même dans le cas des conflits qui semblent clairs, poursuivant des objectifs précis, comme gagner une guerre par exemple, produisent souvent des résultats qui n'ont pas été imaginés au début du conflit. Il suffit de penser aux résultats inattendus de la plupart des guerres de la Première

2. COLLINS Randall (2010), « A Dynamic Theory of Battle Victory and Defeat », *Clodynamics : The Journal of Theoretical and Mathematical History*, 1, p. 3-25. <http://escholarship.org/uc/item/5mv6v0r1>

Guerre mondiale ou de la récente guerre en Irak, ou la guerre civile syrienne, etc. pour voir que les concepts de gagnants et de perdants sont bien trop simples pour comprendre la réalité sociale qui en émerge. Si j'analyse la dynamique des guerres, ce n'est pas pour faire de la guerre l'archétype de tous les conflits mais plutôt pour une raison inverse : je veux montrer que même dans la violence militaire, l'organisation sociale et la domination émotionnelle sont plus importants que la violence physique elle-même. Même la guerre, qui vise apparemment à gagner par la destruction physique de l'adversaire, dépend en fait dans ses résultats de la capacité à briser l'organisation ennemie et ce que j'appelle sa solidarité émotionnelle. La dynamique des conflits violents est ainsi plus étroitement liée à la dynamique de concentration émotionnelle dans les rituels d'interaction, qu'à l'état des ressources matérielles de chacun des protagonistes.

Dans cette perspective, que dire d'un conflit entendu comme une relation sociale sans vainqueurs, sans perdants et sans clôture, uniquement analysé comme un champ de relations interdépendantes, cette interdépendance comprise dans un même espace-temps – si l'on pense ici à Norbert Elias et à son concept de « configuration », ou au concept d'« antagonisme » dans la théorisation de Georg Simmel ?

Cela me semble aller bien trop loin. Le risque consiste à dissoudre ici le conflit dans un schéma conceptuel purement abstrait. Il est loin d'être évident que tous les domaines de l'action sociale sont également structurés par des conflits. Au contraire, seuls certains champs spécifiques sont structurés par un conflit ; ils comprennent notamment la politique et le monde intellectuel.

La politique, parce que les questions les plus mobilisatrices, les plus spectaculaires, sont celles qui se fondent sur un antagonisme fort, qui identifie clairement un ennemi extérieur, puis un adversaire interne. S'engager dans une carrière de politicien consiste à rechercher perpétuellement le lieu où résident les conflits importants dans une société. Sans conteste, un homme politique ne deviendrait jamais connu sans une question conflictuelle qui lui permet d'exister...

Le monde intellectuel génère, lui, des idées créatives, et donc des penseurs célèbres. Le conflit scientifique s'organise autour d'une dynamique interne : quand une nouvelle génération rompt avec les idées de l'ancienne génération et quand le champ scientifique se scinde entre écoles de pensée rivales. Comme je l'ai analysé dans *The Sociology of Philosophies*³, les écoles de pensée deviennent célèbres et puissantes lorsque leurs réseaux se réorganisent pour occuper et monopoliser le petit nombre de positions rivales disponibles dans l'espace d'attention intellectuelle.

D'autre part, il y a certains domaines qui ne me semblent pas être intrinsèquement organisés par un conflit. Le domaine de la production et de la distribution économique est paradoxalement l'un de ceux-ci. Certes, le capitalisme est une forme économique particulière organisée autour de conflits ; mais les économies

3. COLLINS Randall (1998), *The Sociology of Philosophies : A Global Theory of Intellectual Change*, Cambridge : Harvard University Press.

non-capitalistes ont existé dans le passé, et existeront probablement à l'avenir. Les formes spécifiques de conflit entre les monopoles et les secteurs financiers rivaux, ou entre employeurs et travailleurs, ne sont pas intrinsèques aux relations économiques, contrairement à la politique, qui elle ne pourrait pas vraiment exister s'il n'y avait pas de conflit.

Comment expliquer cette « rupture interactionniste » dans votre ouvrage *Conflict Social Theory* ?

J'ai toujours eu un intérêt fort pour la micro-interaction sociale, ayant reçu une formation en psychologie, puis ayant étudié avec Herbert Blumer et Erving Goffman, enfin ayant travaillé avec les ethno-méthodologues californiens. J'ai changé de point de vue essentiellement pour des raisons pragmatiques liées à l'état du champ sociologique ; il y avait moins d'intérêt pour mon travail sur la géopolitique et l'évolution de l'œuvre de Weber que pour ma microsociologie. Le champ de la recherche a également développé une nouvelle préoccupation pour les émotions, qui ne peuvent être étudiées que dans les micro-interactions. Et les émotions permettent bien mieux d'appréhender des concepts abstraits comme les normes et les valeurs, parce que nous pouvons observer directement ces émotions sur les visages, les mouvements, les voix et les corps des personnes. Ainsi, la partie du monde social qui, auparavant, était considérée comme non-rationnelle ou non instrumentale, peut maintenant être étudiée de manière très concrète.

Des théoriciens comme Talcott Parsons, Vilfredo Pareto, Norbert Elias ou Michel Foucault ont beaucoup parlé des facteurs culturels dispositionnels qui changent historiquement mais semblent opérer à partir d'une perspective générale. Maintenant, avec les méthodes issues de la microsociologie, il est possible de regarder ces émotions, très concrètement, dans des types spécifiques d'interactions sociales. Localiser les normes, valeurs, prédispositions, habitus et autres conceptions dans les processus réels d'interaction entre personnes nous permet de mieux percevoir la dynamique qui produit, qui soutient et qui modifie ces expériences émotionnelles, évaluatives et motivationnelles. La théorie que je développe dans l'ouvrage *Interaction Ritual Chains*⁴ inscrit les conditions causales et les résultats dans un modèle qui prédit ce que les personnes vont sentir, penser, dire et faire dans les situations spécifiques issues de leurs chaînes d'interactions sociales.

Pourquoi cette forme de « radicalisation » de votre théorie, en adoptant un paradigme très microsociologique, qui peut sembler peu compatible avec d'autres approches ?

Plusieurs raisons à cela. La microsociologie est devenue un front de recherche très créatif. Comme d'autres sociologues, je profite de nouvelles techniques de recherche mis en place par Goffman, par les disciples de Garfinkel, par les ethnographes de la vie quotidienne, et aujourd'hui par les nouvelles technologies de la photographie ultra-portable et les vidéos. Ce que l'on observe à partir de

4. COLLINS Randall (2004), *Interaction Ritual Chains*, Princeton University Press.

ces techniques est ce qui se passe dans des situations spécifiques ; ce sont des techniques de recherche microsociologiques. Ajoutez à cela un argument que j'ai emprunté, puis modifié, à Blumer et Garfinkel : tout ce qui se passe dans le monde social se passe dans des micro-situations. Ce que les sociologues nomment des structures, des « sociétés », des classes sociales, des groupes ethniques, etc., rien de cela n'existe en dehors de micro-interactions particulières. Ces données sont recueillies par l'analyste dans des micro-situations, puis il les transforme en quelque chose de plus abstrait. Cela signifie que la clé de compréhension de ce qui se passe doit être situé et observé dans ces micro-situations, car il n'existe rien d'autre que des micro-situations ! Un tel argument n'est pas très convaincant dans l'abstrait, si l'on ne peut montrer que nous apprenons quelque chose de nouveau à partir de l'examen des caractéristiques de ces micro-interactions. Les ethno-méthodologues n'ont pas très bien réussi à donner des explications sur des évolutions récentes qui touchent les États, les organisations, les mouvements sociaux, etc. Mais nous apprendrons toujours quelque chose de nouveau à partir d'une analyse microsociologique des conflits...

Plus récemment, dans votre ASA dissertation consacrée à ce que vous nommez le processus de C-Escalade/D-escalade⁵, vous parlez essentiellement de « dynamique ». Comment décrire ce processus de dynamiques temporelles des conflits ?

La notion de « dynamiques temporelles du conflit »⁶ est une tentative de théoriser les processus sociaux tels qu'ils se présentent et évoluent dans le temps. La plupart des théories sur la causalité sont des comparaisons statiques. Même lorsque certains modèles mathématiques incluent des variables en séquence, ils restent encore dans une théorisation qui relève de l'abstraction, qui ne prend en compte le monde réel, les événements qui se passent et le fait que nous y participons. Les événements se déroulent dans un certain laps de temps, comportent des qualités comme celles d'être soudains, lents, accélérés, ralentis, statiques, ou prennent brusquement fin. Pourtant cette dimension « temps-dynamique » est ce qui donne à ces événements leurs qualités émotionnelles : surprenants, choquants, excitants, normaux, ennuyeux, fastidieux. Et probablement vice versa : la dynamique émotionnelle de l'interaction humaine peut expliquer la configuration que prend un événement social dans le temps. C'est un domaine que nous commençons à peine à étudier. Une simple question par exemple : combien de temps durent des événements ? En posant ce type de questions simples, j'ai réalisé que c'était une occasion d'examiner la théorie de Simmel – le conflit externe crée une solidarité interne – en prenant soin d'analyser sérieusement la dimension temporelle de cette théorie.

5. COLLINS Randall (2011), « Presidential Address, American Sociological Association, C-Escalation and D-Escalation : A Theory of the Time-Dynamics of Conflict » : http://videoarchive.asanet.org/presentations/asavegas2011_awards.html

6. COLLINS Randall (2012a), « C-Escalation and D-escalation : A Theory of the Time-Dynamics of Conflict », *American Sociological Review*, 77, p. 1-20 et COLLINS Randall (2012b), « Time-Bubbles of Nationalism : Dynamics of Solidarity Rituals in Lived Time », *Nations and Nationalism*, 18, p. 383-397.

Pour le cas du « 11 septembre », on observe que les Nord-Américains ont commencé à manifester leur solidarité en mettant des drapeaux sur leurs maisons et leurs voitures. J'ai donc commencé à compter les drapeaux en divers endroits, à plusieurs reprises pendant plus d'un an. J'ai remarqué que cet affichage de solidarité symbolique augmenta très rapidement, atteignant son apogée au bout des deux semaines qui suivirent les événements et resta élevé pendant trois mois. Pendant ce laps de temps, il y eut beaucoup de cérémonies, d'émotion et une très forte pression à la conformité nationale, sans oublier des événements d'hystérie politique comme la peur d'attaques au poison. Une fois écoulée cette période de trois mois, une opposition a commencé à réapparaître, et au bout de six mois, le nombre de personnes affichant leur patriotisme, en arborant le drapeau des États-Unis à la fenêtre de leur maison par exemple, diminua de moitié, et déclina lentement le restant de l'année 2001. Plus largement, en examinant des cas historiques de conflits nationaux, j'ai suggéré qu'il existe une zone de solidarité et d'hystérie durant en moyenne trois mois, au cours de laquelle la plupart des atrocités ont lieu – ce fut le cas pendant la guerre civile espagnole, par exemple. À partir de trois mois, les clivages politiques normaux commencent à réapparaître.

Ceci est un exemple de dynamique temporelle d'un conflit à grande échelle. La pression émotionnelle est si forte pendant les trois premiers mois d'un conflit que les individus ne peuvent agir que dans le mode dominant de la solidarité, aussi irrationnelle et destructrice puisse-t-elle être. Ce modèle fonctionna à peu près dans tous les États européens au début de la Première Guerre mondiale. L'élaboration de stratégies intelligentes a commencé à réapparaître plus tard ; mais la dynamique organisationnelle mise en mouvement était difficile à surmonter. Le début d'un conflit de masse repose sur un enthousiasme émotionnel généralisé, qui réduit au silence toute opposition possible. Ensuite, entre le troisième et le sixième mois, il y a une période de refroidissement : le conflit peut encore continuer mais la faction militante utilise désormais davantage des tactiques coercitives ; car les gens qui adhèrent à un conflit sont davantage animés par une détermination stoïque que par un véritable enthousiasme. D'ailleurs, d'autres dynamiques temporelles pourraient être étudiées dans les processus conflictuels comme les révoltes contre ces exhortations à continuer le combat. Les mutineries qui ont eu lieu dans la plupart des armées au cours des troisième et quatrième années de la Première Guerre mondiale en sont des exemples. Il est donc probable que les dynamiques temporelles sont le produit de causalités complexes et que des variables supplémentaires peuvent, soit les prolonger, soit les raccourcir.

Dans votre travail de sociologue, vous soulignez l'importance des émotions, en particulier dans les conflits à petite échelle et, plus précisément, l'importance du langage pouvant favoriser la circulation de rumeurs. Par quels processus des rumeurs deviennent réalité ? Et, en déplaçant un peu le regard : quelle est votre définition des atrocités ? Qu'en est-il de ce que vous définissez comme la *forward panic*⁷ dans ce processus ?

Ce que je nomme « atrocités » sont des événements que les personnes trouvent généralement scandaleux, choquants, au regard de la sensibilité morale

7. COLLINS Randall (2008), *Violence: A Micro-Sociological Theory*, Princeton University Press.

d'une époque. Évidemment, cela change historiquement, et les types de violences que les Romains ont mis en œuvre au cours de leurs campagnes seraient considérés comme de terribles atrocités aujourd'hui, même si à l'époque il y avait peu de protestations contre elles. Depuis le début du vingtième siècle, les sensibilités occidentales sur ce qui est considéré comme des atrocités ont considérablement augmenté. Les causes de ces changements n'ont d'ailleurs pas été bien analysées sociologiquement et nous avons souvent tendance à prendre nos sensibilités morales comme naturelles ; mais il semble probable que la portée de l'atrocité comme une catégorie sociale augmentera encore à l'avenir.

Dans ma théorie générale de la *C-escalade/D-Escalade*, les atrocités peuvent être définies comme ces paroles, ces actions qui, quel que soit le camp étudié, sont considérées comme moralement scandaleuses par l'une ou l'autre des parties en présence. Une partie du processus que je qualifie de polarisation – la *C-Escalade* – dans la dynamique conflictuelle consiste à identifier ce moment précis durant lequel une des parties juge, justement, que tout ce que fait l'adversaire est scandaleux, et que ce n'est plus tolérable. Pour des querelles de basse intensité, cela peut être simplement ce que des gens expriment verbalement. En politique, aujourd'hui, il est fréquent d'accuser un adversaire politique et proférer des propos racistes, homophobes, etc. ; donc de faire un scandale politique par l'usage de mots. Dans un conflit politique non-violent, un scandale indique généralement la construction sociale d'une mobilisation de masse pour lutter contre une atrocité perçue.

Il en va de même dans les conflits violents. Le processus tend ici à inclure des rumeurs, des histoires sur ce que l'ennemi a fait. Ces dernières sont souvent stéréotypées – les ennemis qui violent les femmes enceintes ou tuent les bébés ; il s'avère généralement que ces événements sont fabriqués ou exagérés. En outre, le procédé fonctionne des deux côtés. La partie adverse, pour sa part, croit généralement en ces rumeurs, est certaine que leur ennemi a commis ces atrocités et qu'il faut les venger. C'est un modèle courant dans les violences intercommunautaires entre hindous et musulmans en Inde, par exemple. Les rumeurs peuvent devenir des réalités dans ce processus d'escalade ; d'abord elles peuvent s'avérer fausses ou être de simples exagérations de petits incidents ; mais quand le processus d'escalade se poursuit, les deux parties vont commettre des atrocités réelles au nom de ces atrocités perçues et fantasmées. À partir de cet instant, chaque camp justifie moralement son opposition à l'autre.

La « *Forward Panic* » (*fuite en avant*) est un type particulier de conflit. Toutes les atrocités ne résultent pas d'une panique ; mais celle-ci produit généralement une atrocité puisque le résultat final est toujours excessif – du fait de la violence nécessaire pour être victorieux dans un conflit –, voire des pillages ; et cela se termine souvent par l'attaque d'un grand groupe contre des victimes faibles ou n'opposant guère de résistance. Un processus de *forward panic* commence par une phase de tension entre deux parties ; puis survient une phase dans laquelle la tension se relâche brusquement car un camp s'affaiblit ; l'autre se précipite alors sur ce dernier et l'attaque. J'ai adopté le terme du penseur militaire Charles Ardent du Picq, qui parle de « *flight to the front* » – un modèle dans lequel les

soldats pris sous le feu vont parfois décider de courir à toute vitesse, non pas loin de l'ennemi, mais vers lui, en tirant sauvagement dans sa direction. Il s'agit d'un processus émotionnel collectif – que j'ai nommé un « *hot run* » – qu'on ressent physiologiquement, et met hors tension lorsque l'équilibre des deux parties dans la tension conflictuelle est rompu et se transforme en une situation de domination émotionnelle d'une partie sur l'autre.

Comment pouvons-nous décrire dans ce processus conflictuel le moment où des tiers, neutres – les spectateurs présents lors d'une émeute, ou dans une bagarre – deviennent des alliés ? Comment pouvons-nous évaluer, comprendre, mesurer le degré d'engagement ou de réticence de ces tiers neutres dans le conflit et leur influence ?

Empiriquement, quand on observe attentivement les photos d'une émeute – ce que l'on ne fait jamais –, on note que la violence est toujours mise en œuvre par de petits groupes de six personnes au maximum, qui s'attaquent souvent à un ennemi isolé. La plupart des curieux dans la foule se tiennent à bonne distance de sécurité et se contentent d'observer les faits sans intervenir. Certains d'entre eux font du bruit, soutiennent moralement ceux qui combattent. Ils sont alors des alliés, alliés émotionnels, même s'ils ne font rien pour aider activement les combattants. D'ailleurs, quand l'ennemi avance, cette partie de la foule est la première à fuir. Aussi, une partie de la foule est-elle authentiquement neutre ; ces personnes ne viennent que par curiosité, pour voir ce qui se passe. Nous pouvons ainsi mesurer leur degré d'enthousiasme, de réticence ou de neutralité à travers leur comportement, leurs positions dans l'espace de conflit, leurs postures, les sons qu'ils émettent et les émotions sur leurs visages.

Mais quand le conflit perdure, se structure en quelque sorte, quel est le rôle des neutres, des tiers, des alliés dans ce processus de construction du processus d'escalade ? La taille du groupe à mobiliser est-elle une variable importante dans la dynamique temporelle du conflit ?

Une foule peut éviter que le conflit ne dégénère dans la mesure où celle-ci est assez nombreuse, relativement à la taille des groupes qui s'affrontent. Quand il y a une grande foule présente dans un lieu public, et qu'une bagarre éclate entre deux individus, la durée et l'intensité de la lutte dépendront de l'attitude de la foule. Si la foule n'y prête pas attention, ou est mal à l'aise et évite le combat, la lutte s'arrête. Par contre, si les acclamations de la foule encouragent les combattants, la lutte continuera – ce qui arrive généralement lorsque la foule est en attente d'un événement, d'un divertissement. Mais si une bagarre éclate lorsqu'il y a six personnes ou plus dans la lutte, surtout s'il y a six personnes ou plus dans un même camp, la foule n'a aucun effet sur le processus ; le groupe de combat est lui-même assez grand pour agir comme son propre soutien. Dans toutes ces variations, le processus d'ensemble est de type durkheimien : l'action collective du groupe, quand il concentre son attention, génère un champ émotionnel, que ce soit pour ou contre la violence ; et l'effet de la foule sur un petit nombre de personnes est proprement démesuré.

Pouvez-vous nous expliquer votre proposition : « Vous pouvez éviter qu'une confrontation ne dégénère en la maintenant au niveau d'une simple répétition des mêmes choses, en attendant, en contrôlant, jusqu'à ce que cette confrontation ne s'affaiblisse d'elle-même jusqu'à l'ennui » ?

Nous parlons ici d'individus en conflit ouvert. Ces affrontements commencent par des regards : les uns fixent le visage des autres intensément – comme disent les Américains : « *getting in your face* » –, en les narguant au besoin par des insultes et des gestes provocateurs. Il y a danger que le conflit dégénère, simplement par un toucher, une poussette, un geste violent. Toutefois, ces affrontements se terminent souvent sans violence ; cela se produit lorsque les participants tendent à rester au même niveau d'hostilité, en s'évitant. Dans les arguments échangés, les gens répètent la même phrase, encore et encore, et il est inutile d'essayer de chercher un argument complexe, puisque les deux parties parlent en même temps. Le seul objectif est de monopoliser le cours de la conversation ; c'est un conflit qui se situe au niveau paralinguistique, celui des actes de langage, et ne porte pas sur le contenu du discours lui-même. Ce processus de monopolisation de la parole devient vite fastidieux... Après une certaine période de temps – habituellement, moins de soixante secondes – les participants perdent leur énergie, leur voix baisse ; enfin l'un ou l'autre clôture la confrontation par un geste de dégoût. Aussi, si vous me le permettez, voici quelques conseils pratiques : si vous êtes un particulier pris dans un conflit, vous pouvez y mettre fin avec succès par le maintien d'un équilibre avec votre adversaire, en évitant l'escalade de la menace, jusqu'à ce qu'il dé-escalade vers l'ennui. Cela fonctionne bien sur le plan des conflits individuels ou dans des petits groupes ; il n'est pas certain que cela fonctionne au niveau des conflits politiques et organisationnels, ou des conflits entre les États...

Pourquoi les neutres réapparaissent-ils à la fin du processus conflictuel, ce que vous nommez *D-escalade* ? Quelle est la meilleure position qui permette à ces neutres de négocier des accords, ce qui entraînera éventuellement un désengagement ? Les neutres, méprisés au début pour leur manque de solidarité et de courage, n'ont pas alors un rôle central à jouer, en influant notamment sur le sentiment de culpabilité des leaders pro-escalade lorsque des atrocités ont été commises ?

La réapparition des neutres provient de la dynamique temporelle des conflits elle-même, qui est avant tout un processus émotionnel. Au début, les groupes de conflit génèrent une solidarité durkheimienne et un enthousiasme pour ce conflit ; mais au fil du temps, cet enthousiasme commence à décliner, surtout si le conflit reste en équilibre, que personne ne gagne ; alors diminue le niveau émotionnel. Cela permet aux neutres de réapparaître. Au début également, la collectivité de type durkheimienne méprise les neutres, ceux qui ne prennent pas partie : ce sont manifestement des personnes immorales qui ne se joignent pas à leur juste cause ! Mais le temps impliquant une baisse de l'engagement émotionnel et une attrition matérielle, certains des partisans du conflit perdent leur enthousiasme. Dans les petits conflits et les mouvements sociaux qui dépendent de la participation volontaire, le

conflit peut décliner à ce moment seulement, parce que les personnes cessent de se rendre sur les lieux de la confrontation.

Dans les grands conflits plus organisés, la machine bureaucratique en mouvement – comme dans une guerre – portera le conflit, même sans l'enthousiasme des participants. Il est donc nécessaire qu'il y ait des processus actifs pour arrêter le conflit : les neutres peuvent, par exemple, engager des négociations avec l'ennemi ; à l'intérieur de chacun des camps également, un mouvement vers la paix peut voir le jour.

Ce processus de *D-escalade* ne constitue-t-il pas, au fond, un « nouveau conflit », composé de nouveaux acteurs ? Et dans ce même processus, pourquoi la victoire de la faction pacifique contre la faction belliqueuse dépend-elle davantage de tactiques plus que d'idéologie ? Les jusqu'aboutistes (*hardliners*) et les catégories idéologiques l'emportent en effet dans la *C-Escalade*, mais dans la dernière phase d'un conflit prolongé, la *D-Escalade*, ce sont plutôt les conciliateurs (*compromisers*) qui prennent le pouvoir, et ils sont animés par des considérations moins idéologiques et plus tactiques. Est-ce bien cela ?

L'émergence d'un mouvement en faveur de la désescalade est encore et toujours le résultat d'une dynamique temporelle. La collectivité qui était autrefois enthousiaste pour combattre l'ennemi externe perd maintenant cet enthousiasme, mais certaines personnes le perdent plus rapidement que d'autres. Cela crée une nouvelle arène de conflit, désormais interne au mouvement, organisée autour de la question de savoir s'il faut se battre jusqu'à la victoire, ou mettre tout simplement fin au conflit. En tant que Nord-Américain, j'ai vécu et fait partie de ce type de processus à plusieurs reprises, avec le mouvement pour la paix et contre la guerre du Vietnam, et contre les guerres du Golfe et les guerres en Afghanistan plus récemment. Il est évident que le mouvement pour la paix n'a jamais réussi à être aussi populaire, dans l'espace de l'attention du public, que la faction patriotique – la faction de la victoire ; mais dans chaque cas de figure, au final, sa politique a toujours prévalu. Une leçon théorique de sociologie doit en être tirée : nous devons nous concentrer sur une échelle de temps plus longue. La faction patriotique dispose de symboles forts. Ce qui compte, ce sont les pertes ; c'est-à-dire le fait qu'ils peuvent utiliser les morts et les blessés, ou les villes détruites et les bâtiments bombardés, si la guerre se déroule sur votre propre terre, ou les martyrs et les monuments commémoratifs, pour alimenter notre haine de l'ennemi et montrer la justice de notre cause. La cause patriotique domine les cérémonies publiques et donc la définition de la situation par le public. Mais le mouvement pour la paix dispose de l'arme la plus forte : la dynamique émotionnelle de la population dans son ensemble. Non pas que tout le monde ressente la même émotion ; certains sont de fervents partisans de la paix, se rendent à des manifestations et construisent leur propre solidarité en essayant de générer leurs propres symboles – même si aucun des symboles de paix n'a jamais été aussi fort que les symboles nationaux et les symboles religieux. D'autres sont tout simplement fatigués de la guerre, et certains qui étaient auparavant heureux d'être dans une foule patriotique, ne trouvent plus cela passionnant et détournent leur attention

sur autre chose. Ainsi, sur le temps long, le mouvement pour la paix bénéficie en quelque sorte de l'ennui des gens, de leur apathie, ou tout simplement de la sortie du mouvement de ceux qui vont occuper leur vie à autre chose. Le mouvement de la paix n'est donc pas une coalition idéologique. Certes, il existe quelques factions idéologiques mais elles ne constituent pas la majorité. Ce mouvement gagne parce qu'il parvient à monopoliser la dynamique émotionnelle d'un nombre important et croissant de personnes. Un tel mouvement est pour ainsi dire une faction anti-idéologique puisque ce sont véritablement les idéologies véhémentes qui génèrent le plus fort du conflit, les martyrs et la volonté de continuer à se battre, peu importe le coût.

Quelles sont les origines sociales et les identités de ces artisans de la désescalade, soit les négociateurs que vous considérez comme « des possibilités latentes émergeant de la structure du conflit au fil du temps » ?

Je n'ai pas étudié précisément les origines sociales de ces « de-escalators », comparativement à celles des militants « patriotiques » car mes recherches se sont concentrées sur le processus même du conflit. Il existe tout de même quelques données de recherche sur la paix ; mais il faut faire plus... Ma suggestion, cependant, est que les origines sociales, soit un état statique, ne suffisent pas à expliquer comment le nombre de partisans de la désescalade grandit au fil du temps. C'est le sens de mon expression « possibilités latentes dans la structure de l'espace des conflits » : il est en effet toujours possible, dans un conflit, de prendre partie pour un camp ou pour un autre, mais aussi de refuser d'y entrer ; et cela donne lieu à une autre possibilité émergente, s'opposant au mouvement pour la paix. Pendant les attaques de la Première Guerre mondiale, les attaques militaires ciblées sur ceux qui ne voulaient pas continuer à se battre ont été assez vicieuses ; ils ont été appelés traîtres et parfois exécutés ou emprisonnés. Depuis l'époque de la guerre du Vietnam, les factions pour et contre se sont publiquement reconnues et institutionnalisées comme « faucons » contre « colombes ». C'est historiquement un bon signe dans la légitimité croissante d'un mouvement pour la paix. D'autre part, il y a des parties du monde où être neutre ou en faveur de la paix est considéré comme un acte digne de mort. C'est ainsi que le mouvement révolutionnaire en Syrie s'est transformé en une guerre civile brutale qui a détruit les chances de vie d'une grande partie de la population, en particulier pour ceux qui ne veulent pas se battre. Faire face à ces situations est le grand défi pour la théorie et la pratique de la paix.

Dans votre livre *Violence (2008)*, vous évoquez le rôle joué par les organisations étatiques et policières (le *policing* en anglais) dans le cours d'interactions conflictuelles comme les émeutes et les manifestations de masse et, plus généralement, dans la dynamique de confrontation, celle-ci pouvant parfois tourner à la panique⁸. Quel pourrait être le rôle de la police entendue comme une *organisation neutre*, un tiers dans ces dynamiques

8. Nous faisons ici référence au travail policier de maintien de l'ordre, mis en œuvre par des unités spécialisées dans le cours d'une mobilisation. Ce terme est traduit de l'anglais *policing* qui peut néanmoins recouvrir une réalité bien plus large que le simple maintien de l'ordre public.

de conflits ? Quel genre de relations et d'interactions pouvons-nous observer entre les forces de police, les militants radicaux et les conciliateurs en particulier sachant que ces relations définissent la configuration de cette interaction conflictuelle et son cadrage par les observateurs extérieurs ?

Dans la plupart des manifestations, les unités de maintien de l'ordre de la police constituent un camp, les manifestants, l'autre camp. Habituellement, ce qui est visé par des manifestants, notamment les plus professionnels, n'est qu'une présence symbolique, ou tout au plus une présence matérielle menaçant par des petits actes des bâtiments qui pourraient être attaqués. Il est rare de voir deux groupes de manifestants actifs qui se menacent l'un l'autre ; dans ce cas rare, la police ne serait qu'un tiers qui devrait agir pour maintenir la paix en gardant les deux factions séparées.

Mais une des raisons pour laquelle cette configuration est si rare est la suivante : la quasi-totalité des conflits, au moment où ils sont violents, sont des conflits qui opposent deux camps, jamais plus. Même s'il peut exister au départ d'une manifestation plusieurs factions, au moment où ils tentent de se battre entre eux, ils se divisent toujours en deux factions ; au-dessus de deux, les factions supplémentaires, soit attaquent la même cible que les autres, soit restent en dehors de la lutte. Ce caractère binaire de la violence entendue comme dégradation du processus conflictuel vient d'un processus particulier que je nomme la confrontation tension/peur. La confrontation génère elle-même une tension ; afin de passer outre cette barrière émotionnelle, la situation doit se transformer en un déséquilibre dans lequel un camp ressent beaucoup moins de tension que l'autre, et considère qu'il peut attaquer une victime plus faible ; ou bien obtenir le soutien affectif de la foule en tant que collectivité durkheimienne. Même durant la période de la violence elle-même, les participants vont se retrouver dans une situation de flou psychologique, vivant des distorsions dans la perception du temps, ayant une vision en tunnel, un sentiment de confusion, un état de rêve empli de sensations fortes.

Je suggère que c'est la raison pour laquelle un conflit à trois parties est quasiment impossible : il serait simplement trop confus pour les parties prenantes ! Une structure à deux faces simplifie suffisamment le champ de vision pour que les combattants puissent agir en cohérence ; dans ces conditions émotionnelles, ils contrôlent très précisément leur violence. La police peut aussi agir de cette façon quand il y a deux factions opposées qu'elle doit contrôler. La plupart du temps, les policiers se joindront à l'une des factions et attaqueront l'autre. Les manifestants qui se font attaquer y voient du favoritisme de la part de la police, mais ce choix est aussi le résultat de la quasi-impossibilité psychologique d'un conflit à trois parties.

Il existe un autre type de situations, principalement de très petits combats – quelques combattants qui vont rapidement se faire arrêter par la police – ou lorsque l'autorité-tiers est beaucoup plus puissante – comme l'enseignant qui intervient dans sa classe en punissant tous les enfants, sans se soucier qui est responsable. Ce conflit commence comme une situation à trois parties et se transforme en une situation à deux parties par simple acte d'autorité. La police pourrait

être mieux formée pour gérer de telles situations. Laissons de côté la situation d'une confrontation entre manifestants et contre-manifestants ; je dirais que le principal problème est que la police évite la situation d'un conflit entre elle et les manifestants. Anne Nassauer a réalisé une recherche comparative sur le moment où les manifestations restent pacifiques et, à l'inverse, quand elles deviennent violentes, en fonction des stratégies policières ou de celles utilisées par les manifestants⁹. Il existe un certain nombre de modèles organisationnels et de micro-tactiques qui jouent et expliquent une différence importante. La formation de la police pourrait intégrer davantage cette sociologie.

Peut-on considérer qu'Internet et les médias sociaux constituent de nouveaux espaces de confrontation à distance ? Ces espaces numériques virtuels n'accélèrent-ils pas la diffusion d'atrocités, de récits, de rumeurs, par exemple, à la source d'une dynamique conflictuelle ?

Il s'agit d'une question empirique essentielle ; à nous d'en savoir plus à ce sujet ! En regardant comment ces médias électroniques ont été utilisés jusqu'à présent, on peut dire que leur usage confirme l'hypothèse selon laquelle le conflit en face-à-face reste difficile car il génère une tension confrontationnelle. La violence surgit lorsque la domination émotionnelle rompt l'équilibre émotionnel durant la confrontation au profit de l'un ou de l'autre des deux camps. Ces deux assertions ne me semblent pas infirmées par l'irruption des médias sociaux. On peut seulement observer que les médias numériques peuvent être utilisés dans la phase non-conflictuelle, lorsque les adversaires sont encore à distance. En fait, de tels adversaires communiquent rarement les uns avec les autres ; chacun communique avec ses propres alliés et avec des personnes qui ne sont pas encore mobilisées et qu'il serait bon d'enrôler comme alliés. Ces processus de mobilisations digitales pourraient être analysés avec notre modèle C-Escalade / D-Escalade. Les médias numériques sont très efficaces pour la diffusion de récits et d'images, et ce d'autant plus que ces médias ont tendance à simplifier autant que possible ; en cela, ils facilitent le processus de polarisation. Puisque les médias numériques n'ont pas de contrôle centralisé, il n'y a pas de contrôle de qualité sur la précision de ce qui est raconté puis diffusé largement ; ces médias sont des moteurs de choix pour la propagation de rumeurs ! Même les photographies peuvent agir comme des rumeurs car elles peuvent être envoyées sans même que leur émetteur n'ait assisté au contexte environnant, et sans qu'elles donnent d'informations précises sur l'identité des personnes représentées. Ainsi nous pouvons nous attendre à ce que les médias numériques mobilisent de nouveaux réseaux sociaux qui s'engagent dans de nouveaux conflits. À l'opposé, ces médias produisent tellement de connexions diverses qu'ils sont incapables de générer un centre d'attention unique. Cette multiplicité de connexions produit de multiples définitions de la réalité et a tendance à disperser l'attention des lecteurs dans de nombreuses directions différentes.

9. NASSAUER Anne (2012), *Violence in demonstrations : A Comparative Analysis of Situational Interaction Dynamics at Social Movement Protests*, Dissertation, Humboldt Universität zu Berlin.

Nous pouvons transformer cela en une question de recherche : à partir de quand et selon quelles conditions les médias numériques génèrent-ils une attention collective plus forte – plusieurs personnes faisant alors circuler les mêmes messages – et quand sont-ils plus dispersés ? La réponse, à partir de situations comme la mobilisation au Caire et à Téhéran, semble être la suivante : l'action physique sur le terrain reste ce qui génère la plus grande attention commune. Les médias peuvent mobiliser de petits groupes d'amis et de connaissances et les inviter à se rendre à un endroit pour manifester ou combattre, mais ce sont toujours les événements qui créent les centres d'attention les plus structurants. Il existe des preuves : pendant le mouvement vert en Iran, beaucoup de personnes sont restés chez eux pour regarder les affrontements ; ce qui me permet de dire que les médias inhibent la participation, quand ils rendent publique la violence répressive de l'adversaire. Jusqu'à présent, il semble que les médias numériques sont surtout importants dans la phase de mobilisation mais non durant le conflit « physique » lui-même.

Les *computational studies*, ou les *digital studies* sont-elles capables d'analyser et de nous aider à comprendre la complexité de ces nouvelles interactions virtuelles ? Peut-on affirmer que la théorie des conflits sociaux était une bonne théorie pour les systèmes de nos sociétés classiques hiérarchisées, mais *quid* des sociétés connexionnistes numériques complexes – au sens que donne Manuel Castells à ce mot ?

Il y a eu une « propagande enthousiaste » à propos d'une soit-disante « ère du numérique », et qui transformerait nos sociétés. En réalité, cette vague numérique s'ajoute et s'encastre aux structures déjà existantes de la société mais sans aucunement les supplanter, voire même les modifier substantiellement. Un conflit social puissant se structure quand des groupes sociaux s'organisent pour générer une conscience collective de type durkheimienne, c'est-à-dire emplie d'émotions et qui résonnent ; cela se produit plus facilement sur une grande place centrale quand de nombreuses personnes se rassemblent, ou là où le conflit avec l'ennemi prend place comme les lieux centraux historiques de Paris, de St-Petersbourg, la place Tahrir, etc. Les médias peuvent contribuer à publiciser les actions mais ils n'éliminent pas la nécessité de se réunir physiquement pour une confrontation. Le numérique, s'il ne modifie pas la nature profonde du conflit, en modifie-t-il sa dynamique temporelle ? Le pourcentage de personnes en réseau électronique rend-il la phase de mobilisation plus rapide ? Rend-il la zone de solidarité et d'hystérie de trois mois plus courte, ou la rallonge-t-il ? La phase de désescalade est-elle plus ou moins susceptible de se produire plus tôt quand il y a beaucoup de personnes numériquement connectées ? Les connexions numériques facilitent-elles la croissance d'un mouvement pacifique, ou à l'inverse favorisent-elles les mouvements extrémistes polarisants ? Ce sont autant de questions de recherche, et les sociologues feront bientôt des découvertes sur tous ces sujets.

Selon moi, nous avons à peine touché au véritable nouveau danger du cybermonde connecté : le conflit dans les réseaux numériques eux-mêmes ! Une cyberguerre, par exemple, pourrait attaquer ou détruire le réseau lui-même. C'est ce qui se produit déjà avec les attaques des serveurs gouvernementaux et celles de

pirates contre des organisations. Des attaques plus graves pourraient perturber les transferts financiers, l'électricité ou le contrôle des transports ; elles pourraient donc avoir des conséquences matérielles aussi dévastatrices que les bombes. Le message de la théorie sociologique du conflit se veut ici plus pessimiste. Ce n'est pas un conflit en face-à-face et c'est pour cette raison que les attaques sur les réseaux informatiques sont émotionnellement faciles ; il n'y a pas de tension conflictuelle car l'attaquant ne voit jamais la victime : il n'a même pas à penser que les victimes sont des personnes réelles ! Sur le plan théorique, la probabilité n'est pas que les médias numériques se transforment en des conflits humains, mais que la cyber-guerre devienne une forme facile de destruction...

Entretien et traduction : Jérôme Ferret